



LEVRARD ASSAINISSEMENT  
40, rue de l'Abbé Angot  
53340 VAL-DU-MAINE  
02.43.98.64.83  
[direction@levrard-assainissement.fr](mailto:direction@levrard-assainissement.fr)

Val-du-Maine (53), le 28 août 2023

Mission Régionale d'Autorité  
Environnementale Pays de la Loire,  
Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement Pays de la  
Loire SCTE/DEE,  
5 rue Françoise Giroud – CS 16326,  
44263 Nantes cedex 2.

Référence : LEV\_BAL\_2308\_631

**Objet** : Courrier de réponse – Demande de compléments relative à l'examen au Cas-par-Cas

En réponse au courrier n° 2023-7023 du 06 juin 2023 relatif à la demande de compléments concernant le formulaire d'examen au Cas-par-Cas, préalable à la réalisation d'une éventuelle évaluation environnementale, pour le projet de traitement des déchets non dangereux – boues de STEP et de vidange de fosses.

Projet d'extension de l'activité de traitement de déchets non dangereux,  
porté par la SARL LEVRARD ASSAINISSEMENT  
sur la commune de Val-du-Maine (53).

Les réponses apportées par l'exploitant aux points soulevés par la MRAe, dans le courrier du 06 juin 2023, sont détaillées ci-après.

Nous sollicitons également par le présent courrier de retirer le dossier n°2022-6194 relatif à la demande d'examen au Cas-par-Cas, préalable à la réalisation d'une éventuelle évaluation environnementale, qui vous a été adressé le 25 mai 2022.

Les remarques de la MRAe sont en *gras italique*.

Les réponses apportées par l'exploitant sont en *italique*.

Jean Charles LEVRARD  
SARL LEVRARD ASSAINISSEMENT  
40, RUE DE L'ABBÉ ANGOT  
BALÉE 53340 VAL DU MAINE  
Tél: 02.43.98.64.83  
SIRET 424 606 200 00121  
APE 3700Z  
TVA Int: FR 62 424 606 200  
au capital de 7622,45 €

- **Rubriques 4.1, 4.3.1 et plan du projet :**

**Merci de fournir un plan détaillé du projet**

*Le plan du projet est fourni dans l'annexe 5.2 jointe à la formulaire de demande d'examen au Cas-par-Cas n°14734\*04.*

*L'annexe 5.1 correspond à la situation actuelle et l'annexe 5.2 correspond à la situation future.*

**et des éléments du formulaire (rubriques 4.1 et 4.3.1 en particulier) cohérents entre eux et permettant de décrire avec précision (fonctions, emplacements, dimensions) les différentes installations (nouvelles ou étendues) composant le projet.**

*Les modifications concernant cette remarque ont été apportées aux rubriques 4.1 et 4.3.1 du CERFA n°14734\*04.*

- **Rubriques 4.3.2 :**

**Pour chacun des effluents produits et déchets collectés, merci de préciser les dispositifs et filières de traitement (sur et hors site), les quantités maximum prévues sur site, les capacités et durées de stockage (sur site), les dispositifs d'évacuation, les dispositifs de suivi de qualité, de nature à garantir le respect des enjeux de préservation des milieux naturels récepteurs (eau, air, sols, ...).**

*Pour les boues liquides :*

- *Les boues collectées et réceptionnées sur site seront stockées, après un pré-traitement, dans des bassins de 150 m<sup>3</sup> (boues de STEP) et de 120 m<sup>3</sup> (boues de fosses, de bac à graisse et de postes de relevage).*
- *Les quantités maximales des boues qui peuvent être collectées et stockées sont de 120 t/j.*
- *Les boues seront traitées physico-chimiquement (polymérisation et pressage de la partie solide) et biologiquement (traitement aérobique de la partie liquide) avec les capacités maximales respectives de 100 m<sup>3</sup>/j (120 t/j) et 86 m<sup>3</sup>/j (86 t/j).*
- *Les eaux traitées issues de traitement biologique subiront un second traitement physico-chimique par floculation et coagulation. Avec une capacité maximale de 82 m<sup>3</sup>/j.*
- *Les eaux traitées seront stockées, avant contrôle pour infiltration par aspersion, dans un bassin d'une capacité maximale de 80 m<sup>3</sup> permettant la régulation de débit.*
- *L'opération d'infiltration par aspersion est réalisée sur la culture de miscanthus occupant une surface de 3,4 hectares.*
- *Le débit d'eau maximal d'infiltration par aspersion est de 82 m<sup>3</sup>/j.*
- *Des analyses bimensuelles sont mises en place pour surveiller la qualité des eaux traitées (à la sortie de l'unité de floculation et coagulation) avant aspersion.*

*Pour les boues solides :*

- *Les boues collectées et les boues séchées sont stockées, dans un premier temps, sur une plateforme d'une surface de 400 m<sup>2</sup> et d'une capacité maximale de 100 m<sup>3</sup>.*
- *La quantité maximale collectée des boues sèches de STEP est de 30 t/j, d'une fréquence de 4 fois par an.*
- *Les boues sèches sont déplacées, de la plateforme de stockage de 400 m<sup>2</sup>, vers la plateforme de compostage d'une surface de 3 700 m<sup>2</sup> et d'une capacité maximale de 10 000 m<sup>3</sup>. Le flux maximal de transfert est de 15 t/j (soit environ 10,7 m<sup>3</sup>/j).*
- *L'ensemble des plateformes sont équipées de système de récupération des jus de ruissellement. Ces liquides sont pompés vers le bassin de regroupement de 120 m<sup>3</sup>.*
- *Des analyses annuelles sont mises en place afin de surveiller la qualité du compost fabriqué et de s'assurer du respect des seuils réglementaires et normatifs pour la mise en vente.*
- *Le compost ainsi produit est mis en vente.*

*Pour les déchets verts collectés :*

- *La quantité maximale des déchets, préalablement broyés à l'extérieur du site, pouvant être collectés journalièrement est de 222 m<sup>3</sup>, environ 100 t.*

- Ces déchets sont stockés sur une plateforme d'une surface de 800 m<sup>2</sup> et d'une capacité maximale de 3 000 m<sup>3</sup>.
- Ces déchets sont déplacés vers la plateforme de compostage à raison d'un flux maximal de 40 m<sup>3</sup>/j (soit 14 t/j).

*Pour le stockage des sous-produits animaux (viscères et plumes) :*

- LEVRARD ASSAINISSEMENT ne réalise qu'un simple dépotage, en attendant la l'acheminement vers un centre d'incinération agréé.
- Aucun traitement ou manipulation de ces produits ne seront réalisés sur ce site.
- Le stockage sera réalisé dans une benne de 30 m<sup>3</sup> maximum.
- La benne de stockage est une benne à double peau et sera équipée d'une bâche imperméable permettant la suppression des éventuels odeurs.
- L'implantation de la benne est indiquée sur le plan du projet joint en annexe 5.2. Cette dernière sera sur une plateforme étanche équipée d'un système de récupération des jus.
- La benne sera à plus de 200 mètres des habitations et à plus de 500 mètres de des zones conchylicoles et des piscicultures.
- L'activité respectera l'arrêté ministériel du 02 octobre 2015.

*Aucun autre déchet ne sera généré par l'activité.*

*Les mesures seront détaillées dans les différentes pièces jointes au futur dossier de demande d'autorisation.*

#### • **Rubrique 6.1 :**

**Au titre des prélèvements d'eau, merci de préciser si le projet prévoit des mesures particulières de protection du forage par rapport au risque de pollution de la nappe par le rejet d'effluents.**

*Une étude hydrogéologique, constituant le dossier de régularisation au titre du Code de l'Environnement, a été réalisée en avril 2023 par le prestataire HYGEO. Cette étude a permis d'analyser les incidences environnementales pouvant survenir sur le bassin versant et sur les eaux souterraines.*

*Selon les résultats de cette étude, les mesures compensatoires spécifiques ne sont pas nécessaires.*

*L'étude est fournie dans une annexe supplémentaire (n°A-sup-1\_DossierIOTA-vA\_2).*

**Pouvez-vous justifier des impacts de l'imperméabilisation de nouvelles surfaces de sols et de l'augmentation des eaux de ruissellements sur une installation de stockage et de traitement de déchets au regard des enjeux de préservation des milieux naturels (eau, sols, ...) ?**

*Un système de récupération des jus de ruissellement et des eaux pluviales des plateformes de stockage est prévu sur site de Val-Du-Maine. Ces liquides seront intégrés dans le bassin de 120 m<sup>3</sup> pour qu'ils soient traités dans les différents procédés.*

*De plus, le dimensionnement des procédés de traitement prend en compte les quantités des liquides pouvant être rajoutées grâce aux liquides de ruissellement.*

*L'étude des impacts concernant l'imperméabilisation de nouvelles surfaces de sol et de l'augmentation des eaux de ruissellements sur les installation du site, sera intégrée, d'une manière plus détaillée avec les études D9 et D9A, dans l'étude d'impact, la notice d'incidence ou dans l'étude d'analyse environnementale du projet et qui sera jointe au dossier de demande d'autorisation environnementale.*

**Au titre des nuisances, merci de mieux justifier de la nature et de l'importance des impacts potentiels du projet sur les populations tiers (bruit, trafics, odeurs, ...). Merci de préciser les jours et horaires de fonctionnement des activités sur le site, ainsi que les rayons de collecte de boues et déchets venant alimenter le site.**

*Des mesures des émissions sonores seront réalisées, pendant la période fonctionnement, et jointe au dossier de demande d'autorisation. La société LEVRARD ASSAINISSEMENT mettra les mesures nécessaires afin de réduire ses émissions de bruit en cas de dépassement des seuils réglementaires.*

*Dans l'objectif de réduire le trafic des PL, la société LEVRARD ASSAINISSEMENT réalisera 4 à 7 allers-retours par jour. Le trafic est réduit au strict nécessaire et les trajets vers les points de collecte seront optimisés et regroupés par zones géographiques.*

*Pour ce qui concerne les émissions d'odeurs :*

- *la benne de stockage des sous-produits animaux est à double peau et sera équipée d'une bâche imperméable permettant la suppression des mauvaises odeurs.*
- *durant le process, les différentes phases s'enchaîneront rapidement afin d'éviter une stagnation des déchets de boues dans les bassins.*
- *compte tenu des procédures d'exploitation mises en place, notamment la procédure d'acceptation et de contrôle des déchets, les risques liés à l'émission des substances toxiques et odeurs sont limités.*

*Les horaires et les jours de fonctionnement :*

- *Jour de fonctionnement : du lundi au vendredi*
- *Horaire de fonctionnement : de 7h30 à 20h00*
- *Cependant, les opérations qui ne nécessitent pas la présence de personnel (traitement automatisé), seront également réalisées en dehors de ces plages horaires (par exemple le week-end).*

*La collecte des déchets est réalisée sur un rayon couvrant principalement la Mayenne et la Sarthe.*

• **Rubrique 6.5 :**

**Afin que l'autorité environnementale soit à même de bien motiver sa décision, au regard des enjeux notamment évoqués plus haut, pouvez-vous préciser les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire ses effets négatifs notables sur l'environnement ?**

**La rubrique 6.5 vise en effet à identifier précisément l'ensemble des mesures (éviter, réduire, compenser) sur lesquelles vous vous engagez, dans le respect de l'article R.122-3 I du code de l'environnement.**

*Les mesures ERC seront précisément détaillées dans la pièce correspondante du futur dossier de demande d'autorisation d'exploiter.*

*De plus la case réservée à la rubrique 6.5 ne permet l'intégration de l'ensemble des mesures prévues sur le site de Val-Du-Maine.*

- **Rubrique 8**

**Merci de fournir les documents annexes obligatoires suivants :**

- **un plan de situation permettant de situer le projet par-rapport à un repère facilement identifiable (centre-bourg légendé par exemple) ;**
- **un plan de projet, permettant en particulier d'identifier précisément les ouvrages existants sur le site et ceux destinés à être réalisés.**

L'ensemble des annexes obligatoires sont jointes au dossier d'examen au Cas-par-Cas :

Annexe	Objet	Référencement / commentaire
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire »	A1-LEV-BAL_ InformationsPetitionnaireV1
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	Sans objet
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	A3_Plan au 1.25000
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	A4-LEV-BAL_ReportagePhoto
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	A5.1_PC2Existant A5.2_PC2Projet
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), 9°a), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	A6-1.2500_v3
7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	Sans objet
Complémentaire 1	Déclaration du forage d'irrigation et son étude d'incidences, réalisée en avril 2023 par HYGEO	A-sup-1_DossierIOTA_vA_2
Complémentaire 2	Résultats d'analyse de sol effectué par le laboratoire IANESCO sur un prélèvement du 10 janvier 2023 par HYGEO	A-sup-2_ResultatsAnalysesSol

\*\*\*\*\*